

Financer & Garantir



Créer ou Reprendre



Gestion des difficultés



Se désabonner



HUMEUR DE DIRIGEANT

par Patrick C. Michel

Rentrée 2019 : incertitudes économiques !

Après cette torpeur estivale que l'on peut qualifier de chaude, l'heure de la reprise a bien sonnée

Fort heureusement cet instant de déconnexion partiel ou total permet aux entrepreneurs que nous sommes, de recharger nos batteries, laisser parfois les problèmes au bureau et pour certains faire à tête reposée le point sur les objectifs de rentrée.

Juillet et d'août nous le savons, sont en France des mois où l'activité hormis quelques secteurs, se met en mode de somnolence. Il n'en demeure pas moins que l'actualité notamment sur le front international ne fait pas de pause.

Tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, un Brexit aux conséquences très incertaines, troubles dans le détroit d'Ormuz, craintes sur l'application du CETA, peur d'une récession internationale, autant de sujets qui peuvent avoir un impact pour nos entreprises, car nous sommes bien dans une économie mondialisée.

Si les entreprises tournées vers des marchés extérieurs sont davantage exposées que les autres, nous ne pouvons ignorer les conséquences pour notre économie en général.

C'est du reste en toute connaissance de cause des incertitudes existantes, que le 25 juillet dernier la BCE a confirmé qu'elle s'apprêtait à prendre de nouvelles mesures pour soutenir l'économie européenne.

Pour nous, cette rentrée 2019 met l'accent sur plusieurs réformes à mener impérativement, qui risquent de faire grincer des dents.

Continuer à moderniser notre système pour conforter notre compétitivité et mieux résister aux effets provenant de l'extérieur, est aujourd'hui plus que nécessaire.

Dans un contexte mondial de fragilité, imagination, anticipation et clairvoyance sont des atouts pour les dirigeants d'entreprises. Belle rentrée à toutes et à tous.

TABLEAU DE BORD

SMIC brut mensuel (35H) au 1 ^{er} /01/19	1 521,22 €
Plafond micro-entreprises (BIC) Plafond micro-entreprises (BNC)	170 000 € 70 000 €
Micro fiscal Prestations BNC Micro fiscal BIC	33 200 € 82 800 €
Limites régime simplifié imposition (RSI)	
- BIC (ventes de marchandises) - BNC (prestation de service)	789 000 € 238 000 €
Taux d'intérêt légal (2 ^{em} Semestre 2019)	0,87 %
Taux d'usure (découvert en compte) au 01/01/2019	13,93%
Taux de base bancaire (selon établissement)	6,60 %
Plafond mensuel sécurité sociale 2019	3 377 €

BAREME KILOMETRIQUE 2019

Nb de CV	< 5 000 km	5 001 à 20 000 km	> 20 000 km
3 CV	0,451 x d	(0,270 x d) + 906	0,315 x d
4 CV	0,518 x d	(0,291 x d) + 1136	0,349 x d
5 CV	0,543 x d	(0,305 x d) + 1188	0,364 x d
6 CV	0,568 x d	(0,32 x d) + 1244	0,382 x d
7 CV et +	0,595 x d	(0,337 x d) + 1288	0,401 x d

FOCUS

Fraude les TPE également concernés

Phénomène qui touche de plus en plus d'entreprises, nous sommes tous concernés par le cyber risque. Usurpation d'identité, fraude externe ou interne, faux clients ou fournisseurs, hameçonnage, rançongiciel, autant de risques qui peuvent mettre en danger une entreprise, même les plus petites. Le cabinet ABD vient de mettre en place un service d'information pour accompagner les TPE. [Plus d'info](#)

CAUTIONS PROFESSIONNELLES France & international

- BTP - Industrie
- Agro-alimentaire
- Intérim
- Fournisseurs

Un accompagnement personnalisé pour libérer
votre Trésorerie.

☎ : 04.42.16.47.03

PARTENAIRES INFOS

Financement spécial bâtiment

Lorsqu'on travaille dans le bâtiment, il n'est pas toujours simple de faire financer ses factures. Pourtant, il existe des solutions, dès lors ou l'on facture sous forme de situation de travaux ou de créances fermes, tant sur des marchés publics que privés. Spécialiste de ce type de financement, le cabinet ABD propose des solutions au forfait ou classique et même pour les entreprises en création. [Plus d'info](#)

Créateurs repreneurs d'entreprises : faire accompagner son projet (www.bde13.fr)

Créer ou reprendre une entreprise ne s'improvise pas, car une erreur d'appréciation peut avoir un impact significatif sur la pérennité et le développement de son activité. Depuis 2001 le pôle d'expertise du Bde13 (Bureau de Développement des Entreprises des Bouches du Rhône) propose aux porteurs de projets et repreneurs d'entreprises, un accompagnement individuel et personnalisé (juridique, fiscal, social financier...) qui permet de répondre aux différentes étapes de la création d'une entreprise. [Demande de contact](#)

Assurance contre les impayés

Se garantir pour éviter les impayés c'est possible, grâce à l'Assurance-crédit. Cet outil d'appréciation du risque permet au dirigeant prévoyant de prendre une bonne décision de gestion en actionnant tous les leviers, afin d'éviter des impayés qui mettraient en péril la pérennité de son entreprise. [Info : www.assurancecreditclient.fr](http://www.assurancecreditclient.fr)

Données conjoncturelles PACA

Dans le cadre d'un partenariat avec la Banque de France, nous vous proposons de prendre connaissance des dernières données économiques de la région PACA. [Lire la note](#)

TPE-PME : Soutien aux entreprises en difficultés

Dédié aux dirigeants de petites entreprises qui font l'objet de difficultés économique et financière, la vocation de www.tpepme.fr est d'apporter aux entrepreneurs un accompagnement et des réponses rapides et fiables en matière de traitement de difficultés. [En savoir plus](#)

Besoin de Trésorier : Réagir immédiatement

Généralement les difficultés se traduisent par une détérioration de trésorerie. Dès lors, l'utilisation du découvert bancaire et du report d'échéances semble être la solution, qui néanmoins n'est que temporaire. Pour permettre aux entrepreneurs de réagir rapidement HGF a mis en ligne un espace dédié aux difficultés d'entreprises, dont l'objectif est de conseiller, accompagner et assister les dirigeants dès l'apparition des premières complications, dans le cadre d'une procédure confidentielle et personnalisée. [Plus d'info](#)

FISCAL

Délit de fraude fiscale : différents dispositifs commentés

Plusieurs lois sont venues modifier les sanctions fiscales en cas de délit de fraude fiscale. L'administration fiscale vient d'intégrer à sa

documentation les récentes réformes en la matière. [Légifiscal du 2/7 Lire la suite](#)

Fournisseur du secteur public : Passer à la facture électronique !

Comme de nombreuses TPE et micro entreprises fournisseurs de la sphère publique, n'attendez pas l'obligation de facturation électronique au 1er janvier 2020. Envoyez dès maintenant vos factures de façon dématérialisée. [Bercy info du 4/7 Lire la suite](#)

Renonciation à l'option pour l'IS : les commentaires de l'administration

La loi de finances pour 2019 a instauré un droit à la renonciation à l'option pour l'IS (impôt sur les sociétés) pour les sociétés de personne. [Légifiscal du 11/7 Lire la suite](#)

Tout savoir sur la TVA

Produits, prestations, services... Votre entreprise est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée lorsqu'elle réalise une prestation ou vend un produit. Comment cela fonctionne ? [Bercy info du 11/7 Lire la suite](#)

Le contrôle fiscal à distance, comment ça marche ?

En quoi consiste le contrôle fiscal à distance ? Êtes-vous concerné ? Quelles sont les sanctions en cas de manquement ? [Bercy info du 18/7 Lire la suite](#)

TVA : Les différents régimes d'imposition en 3 points

Êtes-vous concerné par la franchise de TVA ? Selon votre régime d'imposition, vous pouvez ou non être concerné par le paiement de la TVA. [Bercy info du 25/7 Lire la suite](#)

La TVA et le traitement des bons

La loi de finances pour 2019 a précisé le régime d'imposition à la TVA applicable aux bons. Cette notion est désormais définie et décomposée en 2 catégories avec des règles ... [Légifiscal du 13/8 Lire la suite](#)

BNC : les annexes 2035 regroupées en un seul formulaire

L'administration fiscale annonce que les différentes annexes relatives aux BNC seront désormais regroupées, pour plus de simplicité dans le formulaire n°2035-LIASSE-BNC (actualité BOFiP du 21 août 2019). [Légifiscal du 27/8 Lire la suite](#)

Cession d'entreprise : exonération des plus-values professionnelles en fonction des recettes

Vous envisagez de céder votre entreprise et vous interrogez sur les conséquences fiscales ? Si votre entreprise ne franchit pas certains seuils de CA vous pouvez bénéficier d'une exonération des plus-values professionnelles. [BPIFrance Création du 27/8 Lire la suite](#)

SOCIAL

Associé travaillant bénévolement pour la société : attention danger !

Aucun texte n'interdit à un associé de SARL de travailler bénévolement au sein de sa société. Mais en pratique, il convient de prendre toutes ses précautions à cet égard. L'URSSAF veille, et les risques sont

importants, tant pour l'associé lui-même que pour la société. [La lettre du gérant du 4/7](#)

Un nouveau contrat aidé est en vigueur depuis le 1er juillet 2019 : le « contrat d'accès à l'entreprise »

Un décret, publié au JO du 28/06/2019, confirme l'entrée en vigueur du dispositif expérimental, au 1er juillet 2019, ayant pour objet de faciliter l'insertion professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. [Légisocial du 15/7 Lire la suite](#)

Conservation des justificatifs de notes de frais : y a du nouveau

Les documents et justificatifs à tenir à la disposition des services de l'Urssaf peuvent désormais être numérisés. Un arrêté du 23 mai 2019 a défini les modalités de cette numérisation. [Chef d'entreprise du 19/7 Lire la suite](#)

La CNIL sanctionne une entreprise pour défaut d'information des salariés sur un système de vidéo-surveillance

La vidéo-surveillance est aujourd'hui largement utilisée en entreprise pour des raisons de sécurité. Mais attention, la CNIL sanctionne les entreprises qui n'informent pas les salariés de la mise en place d'un système de vidéo-surveillance. [Chef d'entreprise du 22/7](#)

Contrat de prévention CARSAT : une aide financière pour les entreprises de moins de 200 salariés RH

Les entreprises de moins de 200 salariés peuvent souscrire un contrat de prévention avec la CARSAT afin de bénéficier d'un soutien financier et technique en matière de prévention des accidents de travail et maladies professionnelles. [Légisocial du 5/8](#)

La Cour de cassation rappelle les conséquences d'un reçu pour solde de tout compte non signé

Un reçu pour solde de tout compte, non signé par le salarié, ne fait pas preuve du paiement des sommes qui y sont mentionnées. Il appartient dès lors à l'employeur de justifier de ce paiement. [Légisocial du 28/8](#)

JURIDIQUE

Affaires : sécurisez vos relations contractuelles

Chef d'entreprise, votre quotidien est rythmé par la rencontre de nouveaux clients, partenaires ou encore prestataires en tout genre. Vous vous interrogez sur la meilleure manière de rédiger certains contrats pour sécuriser vos relations contractuelles ? Focus sur les bonnes habitudes à prendre. [Chef d'entreprise du 16/7 Lire la suite](#)

Clause de discrétion, à inclure dans le contrat de travail

Une clause de discrétion ou clause de confidentialité peut être insérée dans le contrat de travail d'un salarié qui a accès, de par ses missions, à des données stratégiques ou confidentielles dont la divulgation pourrait être préjudiciable à l'entreprise. [Légisocial du 17/7](#)

"Barème Macron" : la Cour de cassation valide le plafonnement des indemnités

La plus haute juridiction de France valide le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement abusif. [Chef d'entreprise du 22/7 Lire la suite](#)

A quoi sert le PV de réception des travaux ?

Par essence, être artisan, c'est être polyvalent. Prospector, réaliser les chantiers, gérer les factures ou encore s'atteler à la comptabilité. Il faut aussi apprendre à anticiper et se prémunir des risques : ce que permet le PV de réception des travaux. [Artisans du 24/7 Lire la suite](#)

Factures : quelles mentions devez-vous faire apparaître obligatoirement ?

La facture répond à un certain nombre d'obligations. Si vous ne les respectez pas, vous vous exposez à des amendes pénales et fiscales. Quelles sont les mentions obligatoires ? [Bercy info du 25/7 Lire la suite](#)

Contrats commerciaux : attention aux clauses déséquilibrées

Depuis 2008, les clauses " significativement déséquilibrées " dans les contrats commerciaux sont interdites lorsqu'elles sont imposées par la partie forte au contrat. Retour sur cette interdiction, parfois méconnue, qui a été réformée le 24 avril 2019. [Commerce du 26/8 Lire la suite](#)

Conservation des justificatifs de notes de frais : il y a du nouveau

Les documents et justificatifs à tenir à la disposition des services de l'Urssaf peuvent désormais être numérisés. Un arrêté du 23 mai 2019 a défini les modalités de cette numérisation. [Chef d'entreprise du 26/8 Lire la suite](#)

Mentions sur votre site Internet : quelles obligations devez-vous respecter ?

Quelles sont les mentions à faire apparaître obligatoirement sur votre site ? Quelles informations devez-vous fournir aux internautes concernant l'utilisation de leurs données personnelles ? Que risquez-vous en cas de non-respect de vos obligations ? [Bercy info du 29/8 Lire la suite](#)

Nomination d'un commissaire aux comptes : encore des changements pour les SARL

La récente loi Pacte a institué un nouveau droit pour les associés de SARL en ce qui concerne la nomination d'un commissaire aux comptes. Mais celui-ci n'est pas encore entré en vigueur qu'il est déjà modifié par une autre loi. [La lettre du gérant du 29/8 Lire la suite](#)

BANQUE/FINANCE

Financement des entreprises en PACA

Financer son projet de création ou de développement d'entreprise est réalisable, à condition de respecter un certain nombre de critères. Pour aider les dirigeants et les créateurs qui ont un besoin de trésorerie ou ont un projet d'investissement, la société aixoise d'expertise financière [Horizon Gestion Finance](#) propose « Finance Plus ». Dédié aux TPE et PME de la région, ce service a pour objectif de trouver des solutions de financement adaptées à chaque entreprise. [Plus d'info](#)

Taux d'intérêt légal pour le 2nd semestre 2019

Le taux de l'intérêt légal pour le second semestre 2019 vient d'être publié (arrêté du 26 juin 2019). [Légifiscal du 2/7 Lire la suite](#)

Deutsche Bank lance une restructuration massive

Deutsche Bank a annoncé hier après-midi, à l'issue d'un conseil de surveillance, la suppression de 18.000 emplois, soit 20 % de son effectif à horizon 2022. Son dirigeant Christian Sewing a entrepris un recentrage du groupe bancaire blessé vers les activités plus stables. Jadis pourvoyeur de confortables bénéfices, le secteur de la banque d'investissement subit une très sévère cure d'amaigrissement. [Les Echos du 8/7](#)

Accord entre Bpifrance et la Banque européenne d'investissement au service du financement des PME

Après l'accord de garantie en faveur des prêts aux ETI françaises, Bpifrance et la BEI poursuivent leur coopération en signant un accord de financement par la BEI du Programme Accélérateur PME de Bpifrance. [Chef d'entreprise du 26/8 Lire la suite](#)

ECO-GENE

L'usurpation d'e-mail : un impact dramatique sur votre activité

Alors que les règles sur la préservation des données personnelles se renforcent, des attaques par spoofing (ou usurpation d'adresse email) ne cessent d'être détectées chaque jour. Elles causent des préjudices

dommageables pour les entreprises et leurs clients. [Chef d'entreprise du 2/7 Lire la suite](#)

Les craintes de récession mettent les marchés sous pression

Après la dégringolade de mercredi, les marchés restent très préoccupés par la guerre commerciale et le ralentissement de la croissance économique. La Bourse de Paris a chuté de 2,35 % en deux séances. A Wall Street, le Dow Jones a fini en légère hausse (+0,39 %). [Les Echos du 16/8](#)

L'endettement des entreprises et des ménages s'accélère en France

Le ratio de la dette privée en France a augmenté de 4,6 points, à 133,2 % du PIB. Outre-Rhin, le taux augmente plus modérément. Les autorités sont mobilisées pour éviter un coup de frein trop brutal en cas de ralentissement économique. [Les Echos du 21/8](#)

Ransomware : gare à la prise d'otage

Vos données sont prises en otage par un hacker qui vous réclame une rançon ? Si ce scénario vous rappelle la dernière série policière que vous avez regardée, ce n'est pas étonnant ! Malheureusement, le ransomware est un phénomène réel et puissant qui fait de plus en plus de victimes. [Chef d'entreprise du 28/8 Lire la suite](#)



ECO-FLASH

Est une publication d'Horizon Gestion Finance.

« Société d'expertise spécialisée en création, gestion et financement de trésorerie d'entreprises »

Toute reproduction à des fins commerciales est interdite. Directeurs de la publication Patrick C. Michel/Maÿlis Pion-Goureau.

Contact

HGF 930, rte de St Canadet 13100 Aix en Pce 04.42.24.15.09

www.tpepme.fr - contact.hgf@orange.fr